

ASSEMBLÉE NATIONALE

19 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° II-DN41

présenté par

Mme Colombier, M. Berteloot, M. Boccaletti, M. Giletti, M. Girard, M. Gonzalez, M. Jacobelli,
Mme Lelouis, Mme Martinez, M. Rancoule et M. Taverne

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Défense »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

Programmes	+	-	<i>(en euros)</i>
Environnement et prospective de la politique de défense	0	20 000 000	
Préparation et emploi des forces	0	0	
Soutien de la politique de la défense <i>dont titre 2</i>	20 000 000	0	
Équipement des forces	20 000 000	0	
TOTAUX	20 000 000	20 000 000	
SOLDE	0		

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à accélérer la remontée en puissance des effectifs du Service de Santé des Armées.

Si la LPM prévoit une augmentation de 460 ETP d'ici 2030, le niveau des années 2015-2016 est loin d'être atteint alors que le SSA a subi une dizaine d'année d'arbitrages budgétaires en sa défaveur.

Pourtant, tant le rapport de la Cour des comptes de juin 2023 que le rapport d'information du Sénat N°936 alertent sur la pénurie de ressources humaines qui pourraient coûter cher dans l'hypothèse d'un conflit de haute intensité dans lequel la France serait engagée, d'autant que, comme les autres services des Armées, le SSA subit le manque d'attractivité et de fidélisation.

Aussi, même si la LPM 2024-2030 vise le recrutement de 460 ETP à l'horizon 2030, il est nécessaire d'accélérer le recrutement et d'accroître l'attractivité du SSA.

Aussi, il convient de renflouer l'enveloppe consacrée aux ressources humaines du SSA (titre 2 du programme 212 "Soutien de la politique de La Défense").

Cette augmentation vise tant à retrouver un niveau d'effectifs semblables à celui de 2016 qu'à offrir, par la politique de la rémunération une concurrence sérieuse au secteur médial civil qui attire bien souvent les vocations.

Aussi, pour des besoins de recevabilité, cet amendement vise à abonder de 20 Millions d'euros en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, dont 20 Millions d'euros pour le titre 2, la sous action 58.06 "Fonction santé" de l'action 58 "Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"" du programme 212 "Soutien de la politique de la défense", en prélevant cette somme de l'action 08 "Relations internationales et diplomatie de défense" du programme 144 "Environnement et prospective de la politique de défense".

Cet amendement appelle évidemment le Gouvernement à lever le gage.